



ARRETE MUNICIPAL

ARR2018_20
POLICE : RÉGLEMENTATION
DE LA CIRCULATION ET DU
STATIONNEMENT
CHEMIN DE PATAY
AVENUE JEAN-BAPTISTE
VEYRE

Le maire d'Aurillac,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R 417-11 et R 417-12,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu l'arrêté municipal modifié du 15 janvier 1981 portant réglementation de la circulation et du stationnement dans l'agglomération d'Aurillac,

Considérant que pour procéder à des travaux ENEDIS, raccordement électrique chemin de Patay et avenue Jean-Baptiste Veyre sur la commune d'Aurillac et afin d'assurer la sécurité des usagers, des riverains et du personnel de chantier, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement comme indiqué ci-dessous.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Du LUNDI 22 JANVIER 2018 à 8h30 au VENDREDI 16 FÉVRIER 2018 à 18h00

Chemin de Patay : circulation maintenue. Stationnement interdit au droit des travaux. Mise en place d'un balisage piéton. Vitesse limitée à 30 km/h.

Avenue Jean-Baptiste Veyre : circulation maintenue. Stationnement interdit au droit des travaux. Mise en place d'un balisage piéton. Vitesse limitée à 30 km/h.

ARTICLE 2 : Les véhicules en stationnement gênant sur les emplacements visés à l'article 1 ci-dessus seront verbalisés et enlevés par la fourrière.

ARTICLE 3 : L'entreprise CHAVINIER (15000 Aurillac) mettra et maintiendra en place la signalisation nécessaire et réglementaire de chantier, assurera la sécurité des piétons et l'accès des riverains.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des actes de la mairie.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise CHAVINIER 48 heures avant le début des travaux.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Monsieur le directeur général des services, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, les services techniques municipaux, tous les agents de la force publique, l'entreprise, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac, au service stationnement, à la police municipale, au service communication, au centre de secours principal, au SDIS, au SAMU, à la STABUS.

Fait à Aurillac, le 8 janvier 2018

Pour le maire et par délégation,
L'adjoint à l'urbanisme, à la voirie,
au patrimoine bâti et aux
techniques d'information et de
communication (TIC),



Serge CHAUSI

Notifié le : 09/01/2018